

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Eichel-demande-de-la-souplesse-sur-la-dette-et-l-Argentine-repond-oui-si-le-G-7-change-les-regles-de-negociation>

Eichel demande de la souplesse sur la dette et l'Argentine réponde oui, si le G-7 change les règles de négociation

Date de mise en ligne : vendredi 20 février 2004

- Argentine - Économie - Dette externe -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par El Correo

20 février 2004

Le ministre allemand des Finances Hans Eichel a demandé à l'Argentine à se montrer plus souple dans ses négociations avec ses créanciers privés, lors d'une visite à Buenos Aires. Il a estimé que l'Argentine devait présenter "des conditions moins dures à ses créanciers privés" pour parvenir à un accord de restructuration de sa dette et modifier l'offre qu'elle avait présentée lors de la réunion d'automne du FMI à Dubaï.

Oui, "Si les G-7 a la capacité de modifier certaines règles, [1] nous allons être aussi heureux que certains des petits créanciers détenteurs d'obligations de l'Argentine", a signalé Lavagna, en faisant allusion aux réclamations des créanciers individuels d'Allemagne, d'Italie et du Japon.

La formule de Lavagna serait d'améliorer les remboursements faits aux créanciers les plus petits, qui ont acheté des obligations, tentés par des banques d'investissement européennes, en échange d'accroître l'effort des fonds institutionnels. Voilà la manière choisie par le ministre pour passer la responsabilité politique à son interlocuteur allemand et, en même temps, montrer clairement que l'Argentine négocie "de bonne foi". Pendant la conférence de presse, Lavagna a répété que le Gouvernement a offert à Dubaï ce qu'il pouvait payer sans nuire à la croissance économique.

Le pays latino-américain conditionne la reprise de ses remboursements à l'abandon par ses créanciers de 75% de la valeur de leur investissement initial.

L'Allemagne est l'un des pays comptant la plus forte proportion de particuliers ayant investis en obligations argentines vendus par des banques allemandes.

Toutefois on peut se demander si ils ne pourraient pas comme l'on fait certains, avec succès, se retourner vers leurs banques qui leur ont vivement conseillé les titres argentins alors qu'elles savaient déjà le pays fragilisé.

[1] Note : permettant de séparer les petits porteurs des institutionnels pour faire de négociations différentes.